l'Organe

savez-vous savonner ?

ISSN 1916-4947 Université Concordia • mensuel • volume 7 • numéro 1 • novembre 2009 www.lorgane.org

La propreté

À repasser :

- Pour un Québec propre (2)
- Après la révolution sexuelle : où en est l'abstinence ? (6)
- Doit-on craindre les bombes propres et les bombes sales ? (8)
- Montréal : portrait d'une Dirty Town (12)
- Des puristes de la langue... des signes (14)
- Pour un commissaire à la propreté des moeurs politiques (16)
- Revue littéraire (18)

DIRECTION GÉNÉRALE

Directrice générale
Gabrielle Lefort

Directeur des finances
vacant

Directrice des communications
Andreia Furtado

Webmestre
Pier-Luc Long

GRAPHISME

Directeur artistique
William Leung

Éditrice photo
Cynthia Jabre

Infographie
Yulia Manyakina

Mise en page
Gabrielle Lefort

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Julien Faille-Lefrançois

Chef de pupitre culturel
Harold Beaulieu

Chef de pupitre politique
Imen Lajmi

Chef de pupitre société
Florence Savard

Correctrice
Marie-Hélène Lafond

COLLABORATEURS

Sophie Ginoux
Olivier Vinet-Gasse

L'Organe
2150 Bishop, suite K-240
Montréal, Qc
H3G 1M8

ISSN 1916-4947

Imprimé à Montréal par Hebdo Litho

COUVERTURE

Photo : Cynthia Jabre et William Leung

Confessions d'un obsédé

Julien Faille-Lefrançois
redaction@lorgane.org

Oui, je l'avoue. Je suis un maniaque et un obsédé. Non pas que j'épie mes voisines quand elles sont sous la douche ou que j'attire des enfants dans mon auto à leur sortie de l'école. Non, non. Je souffre plutôt d'une obsession démesurée pour la propreté. Certains qui me connaissent vont probablement rire, mes parents les premiers. C'est vrai, il y a une belle couche de poussière sur mes meubles et mon bureau menace de disparaître sous les piles de vieux journaux, sans compter les boules de poils de chat qui roulent à chaque fois qu'il y a une vibration d'air dans la pièce. Bref, je ne suis pas un accroc du nettoyage! Mais, de toute façon, ce n'est pas ce que j'entendais par propreté. La propreté, ça peut faire référence à des lieux, bien sûr, mais aussi au langage, à l'éthique, à l'environnement et même à la sexualité.

La propreté, c'est avant tout un art de vivre. Du moins, c'est ma définition. Et croyez-moi, j'y corresponds. Tout ce qu'il vous faut pour être obsédé de la propreté, ce sont les gènes du perfectionnisme et dans les cas les plus extrêmes, ceux du control freak. Je préfère vous prévenir si vous en êtes porteurs. Parce que ces saletés sont bien implantées en vous et finissent tôt ou tard par se manifester, mais, plus souvent qu'autrement, d'une manière que vous n'attendiez pas. Je peux bien me moquer des compulsifs du nettoyage, mais j'ai le potentiel d'en être un. Et, bien heureusement, je ne suis pas le seul dans mon cas.

Beaucoup d'autres, sous une forme ou une autre, partagent avec moi cette obsession de la propreté. Pour ma part, c'est ma relation avec les mots qui est obsessionnelle. Je peux prendre vingt minutes à écrire et réécrire une même phrase. Et je sais qu'après avoir gaspillé un temps fou à soigner, épurer et constamment retravailler cette satanée phrase, je n'en tirerai jamais la satisfaction voulue. C'est là, devant une page blanche ou un clavier d'ordinateur que je réalise ma grave obsession pour trouver les mots justes, pour trouver la phrase propre, nettoyée de toutes ses imperfections et de tout son superflu. Pourquoi cette passion pour l'écriture me demanderez-vous? Il faut croire qu'être obsédé ne me suffit pas et qu'il me faut être un peu maso par-dessus le marché. Malgré tout, je ne crois pas être trop toqué. J'ai bien quelques manies du genre à ne jamais marcher sur les lignes du trottoir, à me réveiller en pleine nuit pour vérifier que mes portes soient bien verrouillées, à boire quatre tasses de thé par jour en espérant que ça m'épargnera du cancer ou encore à ne jamais manger de soupes ou de sauces crémeuses. Mais qui n'a pas ses petites manies? Et d'ailleurs, les trucs crémeux, je les trouve douteux, pas vous? Bon, je ferais sans doute mieux de m'arrêter avant de vous perdre dans mes délires obsessifs-compulsifs.

Ce numéro vous est dédié, chers amis obsédés de la propreté. Et pour ceux qui se disent sains d'esprit, lisez toujours et peut-être que vous pourrez enfin nous comprendre. J'espère que notre travail acharné (voire obsessionnel), ici à l'Organe, puisse vous plaire et vous éclairer sur les dessous de la propreté.

Pour un Québec propre

La crise économique, obscure calamité affligeant la planète depuis un an, est peut-être, comme se plait à le prétendre le chef de cabinet de Barack Obama, Rahm Emmanuel, une «occasion» de changer les choses, proposer de nouvelles idées, changer les paradigmes politiques existants et encore plus. C'est la question que s'est posé l'Institut du Nouveau Monde à l'auditorium de la Bibliothèque nationale le 28 avril dernier.

Illustration : Laurent Bogé | laurent.boge@gmail.com

Olivier Vinet-Gasse
oliviervinetgasse@hotmail.com

Ce prestigieux panel tergiversant sur ces questions était composé d'une brochette d'experts du domaine : le porte-parole et cofondateur d'Équiterre, Steven Guilbeault, l'ancien président du Mouvement Desjardins, Claude Béland, la co-porte-parole du parti Québec Solidaire, Françoise David, le directeur général de l'École nationale de théâtre, Simon Brault, et la présidente de Solidarité rurale, Claire Bolduc. La discussion était coordonnée par l'animatrice Pascale Tremblay, à la barre de La vie en vert, une émission à vocation environnementale diffusée sur les ondes de Télé-Québec. Ces intervenants s'adressaient à une salle bondée, où les derniers arrivés se sont vu refusés l'accès, faute de place.

L'institut du Nouveau Monde fait siens les chevaux de bataille que sont l'environnement, la décentralisation des pouvoirs et la démocratie participative. L'Institut souhaite d'abord véhiculer des idées nouvelles et créatives pour un Québec qui pourrait profiter de la crise actuelle afin de réviser son «sacro-saint» modèle. L'Institut collabore également avec bon nombre d'organismes liés de près ou de loin aux causes environnementales et démocratiques qui lui tiennent à cœur. L'Institut souhaite aussi parcourir le Québec afin d'entendre les gens, connaître leurs opinions et inciter à participer à la vie démocratique collective.

Comme quoi, bien des organismes se tournent vers un avenir vert et vers un Québec propre.

Les solutions à la crise économique ne peuvent être qu'écologiques

De nombreux pays se sont résignés à prendre le virage vert par le truchement de leur plan de relance économique. C'est ce que révèle une étude réalisée pour le compte de la Banque HSBC : «La Corée du Sud a investi 69 % de son plan de relance dans l'économie verte. Ce qui est l'équivalent de 36 milliards», avoue Steven Guilbeault.

Les non-dits et les perceptions sont tenaces sur la question environnementale. Les Occidentaux voient la Chine comme un grand pollueur. Or, ils ont à moitié raison :
«La Chine? Près de 36 % de son plan de relance économique est consacré à l'économie verte», explique l'ancien porte-parole de Greenpeace, affirmant du même souffle que la Chine, avec son milliard de population, est en voie de voler le malheureux titre des États-Unis plus grand pollueur de la planète.

«Le Canada se fait petit dans ses souliers avec 6 % de son plan de relance économique consacré à l'économie verte et dont la moitié est acheminée aux compagnies pétrolières et au nucléaire.»

Steven Guilbeault prêche par l'exemple en étant le premier à casser ces préjugés : «La Chine a des standards d'émission polluante quant à ses véhicules plus sévères que ceux de la Californie, qu'on célèbre pourtant comme le modèle exemplaire de l'Amérique du Nord. Elle a adopté en 2006 un objectif d'efficacité énergétique pour l'ensemble de son économie. Ça réduira les émissions de gaz à effet de serre (GES) qui équivalent à deux fois les objectifs du protocole de Kyoto pour le Canada.»

Le Canada se fait petit dans ses souliers avec 6 % de son plan de relance économique consacré à l'économie verte et dont la moitié est acheminée aux compagnies pétrolières et au nucléaire. Comme quoi, le tableau dressé par les intervenants en matière d'environnement trouve peu d'écho chez l'élite politique canadienne.

Afin d'illustrer l'écart entre les émissions de GES des pays riches et ceux des pays pauvres, le porte-étendard de la cause environnementale au Québec utilise un exemple probant : celui d'un groupe de 100 pays, membres de l'ONU, qui représente un total d'un milliard de population et qui n'émet qu'un peu plus de 3 % des gaz à effet de serre de la planète. Un représentant de ces pays, à l'occasion de la conférence sur l'environnement organisée sous l'égide de l'ONU en décembre dernier à Poznan, en Pologne, a déclaré : «Nous sommes un milliard. On n'a peu contribué à ce problème et, vous, vous êtes 36 millions et vous êtes responsables de plus de 2 % des émissions de GES», se souvient Steven Guilbeault, présent à cette conférence. Les pays riches se préoccupent de plus en plus du sort des pays en développement en matière de changements climatiques. Stephen Harper a inclu une enveloppe de
100 millions destinée aux pays les plus affectés par les changements climatiques dans le budget fédéral de 2008. À ce sujet, Guilbeault dit : «Le coût afin d'aider les pays en voie de développement à s'adapter aux changements climatiques se situe autour de 30 à 35 milliards par année. Nous, les pays riches, représentons 25 ou 30 % de la population mondiale et avons causé 80 % du problème climatique. Et ce sont les pays en développement qui vont en souffrir le plus.»

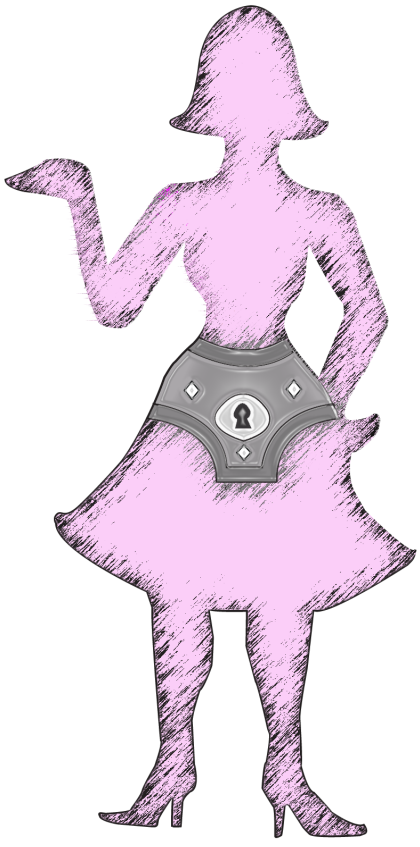
Car, le «plus meilleur» pays du monde ne fait pas exception aux différences de perceptions en ce qui a trait à l'environnement : «Ce qui me fascine au Québec, c'est que la préoccupation environnementale n'est plus un enjeu qui dépend de notre position sur l'échiquier politique. Ce que l'on ne voit pas au Canada anglais.» Expliquant ainsi qu'à gauche comme à droite, la cause environnementale est au cœur des priorités de l'élite politique canadienne.

Le panel a emprunté à l'histoire quelques leçons utiles en ces heures graves : «Nous vivons une crise écologique depuis le début de l'ère industrielle. Mais nous en avons pris conscience récemment», affirme Steven Guilbeault. Selon la nouvelle présidente de solidarité rurale, Claire Bolduc, la clé se trouve auprès des communautés alors que pour Claude Béland, il faut changer le système au grand complet et ne pas s'attarder uniquement à la crise de 2008. À défaut de quoi, il y en aura d'autres, promet-il, dans un vif plaidoyer bouleversant les mythes en ces heures propices au changement qu'amène la récession. ●

Après la révolution sexuelle : où en est l'abstinence?

La révolution sexuelle est-elle un échec? Chaque semaine, des éducateurs en faveur de l'abstinence font la tournée des écoles secondaires aux quatre coins des États-Unis et blâment les libertés sexuelles comme cause de la propagation des maladies sexuellement transmises. L'abstinence jusqu'au mariage reste, selon eux, le meilleur moyen de protéger les jeunes non seulement contre les infections mais aussi contre les cœurs brisés.

Julien Faille-Lefrançois
redaction@lorgane.org



Les partisans de l'abstinence disent gagner du terrain depuis le début les années 1990. Pour ceux-ci, la pureté corporelle chez les jeunes favorise une meilleure santé physique et émotionnelle, et maximise leurs chances de vivre un amour pur. Cependant, il est loin d'y avoir consensus sur les bienfaits de leur vision. Chez d'autres intervenants, l'éducation sexuelle et la contraception restent l'approche la plus efficace auprès des jeunes.

Ardent défenseur de l'abstinence, Micheal Long s'implique auprès des adolescents depuis 25 ans, un travail qui lui a permis de sensibiliser des millions de jeunes américains. L'abstinence est, selon lui, l'alternative la plus à même de freiner les maladies transmises sexuellement (MTS) et de sauver «des millions et des millions de cœurs brisés.»

«Mes plus grands partisans sont les adolescents eux-mêmes», affirme Long. «Ils ne me regardent pas comme si j'étais n'importe quel vieux qui leur dicte quoi faire.» Il n'est pas le seul à vanter les gains de son option au cours des dernières années. Au Texas, l'organisation Worth the Wait (littéralement, Ça vaut la peine d'attendre) cherche à promouvoir l'abstinence. L'organisation sensibilise plus de 17 000 étudiants par année. «Vous seriez surpris de constater à quel point les étudiants sont réceptifs à notre programme», assure la directrice exécutive de l'organisation, Amy Christie.

Selon la sexologue française Isabelle Chaffai, prôner l'abstinence pourrait provoquer les résultats contraires. Pour l'experte, il vaut mieux enseigner la sexualité «en donnant des informations» plutôt qu'en essayant de jouer sur la peur. «Chez les jeunes, la peur suscite le désir», avertit-elle. Chaffai ne veut toutefois pas être méprise : les jeunes doivent être respectueux de leur corps et ne pas se précipiter pour avoir des relations sexuelles. Il faut «qu'ils le fassent quand ils ressentent profondément du désir pour la personne», explique-t-elle.

De son côté, Michael Long reçoit souvent les mêmes reproches de la part de ses adversaires. «Les gens qui nous critiquent disent que nous sommes des fanatiques religieux de l'extrême droite qui essaient d'imposer leurs valeurs.» Au-delà des considérations religieuses, croit Long, l'abstinence pré-maritale est le chemin à suivre car «le mariage est basé sur un acte d'amour et non pas sur un acte d'égoïsme». Il déplore que la culture d'aujourd'hui ne soit pas suffisamment axée sur «l'autodiscipline». Les jeunes ont besoin de limites, renchérit Amy Christie.

Pour Isabelle Chaffai, une abstinence trop stricte «fait abstraction du physiologique». Il y a une distinction à faire entre deux types d'abstinence. Il y a l'abstinence personnelle qui bannit même la masturbation génitale. Puis il y a l'abstinence relationnelle où une personne doit se priver de relations sexuelles. L'important, dit Chaffai, est qu'il «ne faut pas toucher à ce que le corps, lui, a de besoin et désire.» L'être humain ressent plusieurs désirs, dont un «désir de décharge» auquel il doit répondre «pour soulager une tension». S'il ignore ses désirs, l'individu les comblera avec des substances illicites, la nourriture ou la colère. Par exemple, si le corps ne peut se décharger sexuellement, il pourrait essayer de se décharger émotionnellement, sous la forme de colère ou de pleurs.

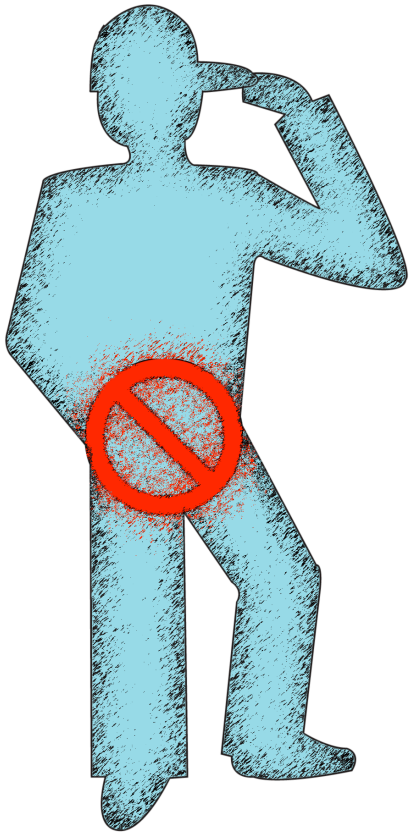
Illustrations : Yulia Manyakina | infographisme@lorgane.org

«L'abstinence pré-maritale est le chemin à suivre car le mariage est basé sur un acte d'amour et non pas sur un acte d'égoïsme. La culture d'aujourd'hui n'est pas suffisamment axée sur l'autodiscipline.»

Quand l'autodiscipline est poussée à son extrême et que même les débordements émotionnels sont contrôlés, les personnes peuvent acquérir la «capacité de se dissocier de leurs sens.» C'est le chemin vers la dépression, prévient la sexologue.

Michael Long admet que la bataille politique en faveur de l'abstinence est longue et ardue. Il dit que les industries d'aujourd'hui barrent souvent la route à son projet. Il reproche à celles-ci de faire des profits au détriment de la santé physique et psychologique des adolescents. «Le sexe fait rouler plusieurs industries», insiste-il en nommant au passage les fabricants de préservatifs, «l'abstinence vient nuire à ces industries». La vétéran reconnaît que la culture moderne est favorable aux libertés sexuelles, mais il critique l'industrie pour contribuer à façonner cette image. «Tout est à propos de l'argent. Le sexe vend. Plusieurs jeunes finissent par se laisser convaincre», avance-t-il, «ce que nous disons aux jeunes, c'est qu'ils sont trop intelligents et trop futés pour croire aux mensonges» de ces industries.

Long estime que l'abstinence demeure le meilleur refuge contre les mensonges afin de protéger à la fois les adolescents et protéger ce qu'il appelle «le vrai amour». «Un jour», précise-t-il, «tu vas rencontrer quelqu'un qui se préoccupe de toi encore plus qu'il ne se préoccupe de lui-même. C'est ça, le vrai amour.»



L'éducateur en abstinence juge que l'une des principales aspirations des jeunes est aussi de former une famille. Selon lui, le succès de l'amour, tout comme celui de la famille, passe par l'institution du mariage et le report des relations sexuelles jusqu'à ce moment. Long soutient aussi que les jeunes qui ont eu des relations avec plusieurs partenaires s'exposent à un «traumatisme émotionnelle». «Il y a plus que la chose physique dans le sexe», dit-il. Ceux qui croient le contraire «sont loin de la vérité».

Isabelle Chaffai convient aussi que le sexe ne se réduit pas purement à la dimension physique. Le désir sexuel n'agit pas seul sur le comportement d'une personne. Le désir amoureux, le désir de tendresse et le désir d'enfant chez la femme, sont tous d'autres forces qui exercent un influence similaire. La plupart de ces désirs s'expriment dans l'acte sexuel même, une expression que l'abstinence ignore. Ainsi, le «désir amoureux peut emmener à un désir de pénétration», explique-t-elle, « rien ne passe par la conscience qui ne passe par les sens». En d'autres mots, ce sont les sensations corporelles qui permettent de nous connecter à nos émotions.

Le débat sur l'héritage de la révolution sexuelle est sans fin. Dans un camp, la libération des mœurs est acclamée. Dans l'autre, on dénonce une régression sociale qu'il faut s'efforcer de renverser par l'abstinence. Ces deux camps témoignent du paradoxe d'aujourd'hui. Alors que certains experts croient que la culture moderne est très sexualisée, les militants en faveur de l'abstinence marquent toujours des points. ●

Doit-on craindre les bombes propres et les bombes sales?

Si une bombe nucléaire explose près de chez vous et que vous peinez à trouver secours ou survivants et ce, à des kilomètres à la ronde, vous saurez alors deux choses. Un, vous avez une chance miraculeuse d'avoir survécu à cette attaque. Deux, l'explosion a sans doute été déclenchée par ce que l'on appelle une bombe propre.

Julien Faille-Lefrançois
redaction@lorgane.org

Toutefois, si après une explosion, vous tombez sur une foule paniquée, criante et incontrôlable au milieu d'une brigade de nettoyage qui s'affère dans les décombres, il pourrait plutôt s'agir cette fois d'une bombe de type sale.

Pour certains experts, les chances de voir l'un ou l'autre de ces scénarios se concrétiser sont très faibles. Les politiciens occidentaux expriment souvent leurs craintes de voir tomber des armes nucléaires entre les mains de terroristes. Cependant, pour l'expert en prolifération nucléaire, James Devine de l'Université Concordia, ces inquiétudes sont dénuées de fondement.

La bombe propre est très coûteuse. «L'Iran a dépensé des milliards de dollars pour son acquisition. Le montant exact qui a déjà été dépensé n'est pas clair», fait remarquer le professeur Devine. «On ne connaît pas les montants supplémentaires que l'Iran devra encore dépenser afin d'obtenir la bombe.» Les coûts les plus élevés sont rattachés à la recherche et au développement d'une telle technologie. Au contraire de la bombe propre, la bombe sale est relativement accessible. «Construire une bombe sale peut être très abordable», résume James Devine malgré qu'une telle arme «n'a jamais été utilisé parce que les terroristes n'ont pas accès aux matériaux.»

Une bombe sale, c'est une bombe traditionnelle à laquelle y sont ajoutées des substances radioactives. L'inconvénient principal est qu'une telle arme rend la tâche plus ardue lors du nettoyage des lieux touchés par l'explosion.

Illustration : Laurent Bogé | laurent.boge@gmail.com

Arme de distraction massive

Le professeur Devine souligne que les bombes sales sont beaucoup moins puissantes que les propres, ce qui leur vaut d'ailleurs l'appellation moqueuse d'«armes de distraction massive». Le rayon d'une bombe de ce genre, bien qu'il varie d'une arme à l'autre, «ne serait probablement pas très large et assez peu puissant.» L'impact n'est pas comparable à celui d'une bombe propre. «Ça n'a pas de véritable utilité, sauf celle d'effrayer les gens», soutient James Devine, «ça peut seulement être utile à des terroristes.»

Afin de fabriquer une bombe sale, les terroristes doivent d'abord mettre la main sur des substances radioactives difficiles à trouver. Se les procurer auprès d'un gouvernement relève presque de l'impossible car l'arme peut être retracée à ses sources. Le gouvernement offrant devient alors la cible idéale lors d'une deuxième frappe, car il y a fort à parier que la victime de l'attaque terroriste cherchera à se venger. L'uranium peut être identifié par l'analyse de sa composition chimique. «On peut savoir comment l'uranium a été produit, et donc d'où il provient», explique James Devine.

Puisqu'il leur est impossible d'acheter des substances radioactives, des terroristes pourraient-ils simplement les dérober? Peu probable, pensent bien des experts. Greg Kennedy, chercheur en physique nucléaire, travaille au réacteur de l'école Polytechnique. Il assure que les isotopes y sont très bien gardés. Le réacteur de Chalk River, situé en Ontario, est l'un des rares endroits au Canada où il y a des isotopes en grande quantité mais, indique l'expert, c'est encore très bien protégé. Les hôpitaux abritent aussi des isotopes, mais ils n'en produisent qu'en faible quantité. Étant donné qu'il est à peu près impossible pour un terroriste d'obtenir des substances radioactives, «les chances pour que le Canada soit attaqué sont assez faibles», conclut Greg Kennedy.

La bombe propre, une arme de dissuasion

Contrairement au mythe populaire, il n'y a que de faibles chances pour que les pays occidentaux soient visés par une bombe nucléaire propre. Les bombes propres sont acquises surtout «pour leur effet de dissuasion», insiste James Devine. Le professeur tient également à démentir un second mythe populaire largement répandu sur les bombes propres. Malgré le sens suggéré par leur nom, ces bombes ne sont pas tout à fait propres sur le plan environnemental. Après leur explosion, «ça prend des années et des années afin de nettoyer la radioactivité émise», dit-il.

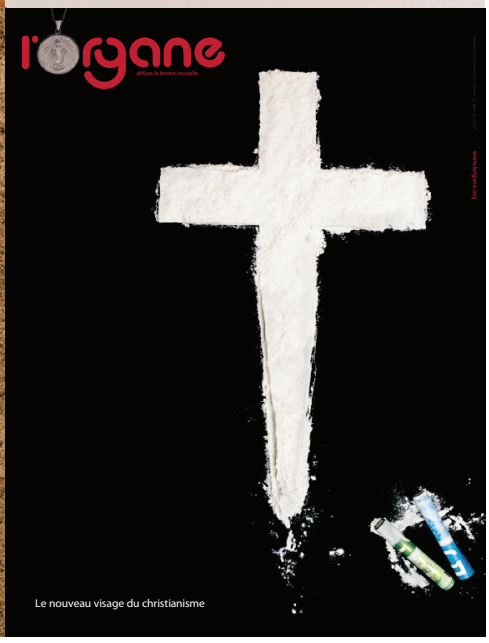
«Les bombes sales sont beaucoup moins puissantes que les propres, ce qui leur vaut d'ailleurs l'appellation moqueuse d'«armes de distraction massive». Ça n'a pas de véritable utilité, sauf celle d'effrayer les gens.»

La crainte justifiée vis-à-vis de ces armes de destruction, selon lui, est leur prolifération, notamment si l'Iran se procurait sa propre bombe. «Ça déclencherait une course aux armes nucléaires dans le Moyen-Orient», poursuit l'expert. James Devine croit que l'Arabie Saoudite et l'Égypte emboîteraient certainement le pas de l'Iran. Pour l'instant, la rumeur voulant que l'Iran développe une telle arme n'est pas basée sur des preuves concrètes, mais seulement sur des indices qui le suggèrent.

À défaut de ne pouvoir empêcher le développement d'armes nucléaires en Iran et ailleurs, les deux anciens ennemis de la Guerre Froide ont récemment réitéré leur engagement à couper dans leurs propres réserves. Depuis l'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche, les négociations visant à réduire les accumulations mondiales d'armes nucléaires entre Washington et Moscou ont repris. Les Américains et les Russes comptent remplacer le traité de réduction stratégique des armes(START-1), mis en place en 1991. Ce traité devait expirer au mois de décembre prochain. James Devine demeure pessimiste. Selon lui, ces négociations n'auront pas d'effets notables sur les quantités déjà accumulées entre ces deux pays. «Il est possible qu'il y ait une réduction des armes nucléaires tant chez les Russes que chez les Américains. Mais aucune réduction significative», précise-t-il. «Les armes dont on se débarrasse sont désuètes de toute façon».

Malgré tout, Greg Kennedy et James Devine demeurent convaincus: il est inutile de construire un abri nucléaire sous sa maison. Les bombes nucléaires propres, tout comme les bombes sales, ne causent aucune menace directe en sols américain et canadien. Le pire des scénarios est toutefois prévu : une équipe canadienne de nettoyage reste prête à intervenir en tout temps. Selon Kennedy, les Américains s'avèreraient un allié fidèle en cas d'attaque nucléaire sur le sol canadien et le gouvernement de la première puissance mondiale ne manquerait pas de venir prêter main forte à son voisin du Nord.

l'Organe vous invite *



* à vous joindre à son équipe **l redaction@lorgane.com**

Montréal : Portrait d'une *Dirty Town*

Sébastien Dorélas
sebastien.dorelas@gmail.com

La saison printanière amène son lot de bonnes et de moins bonnes découvertes. Entre les nids de poule, la fièvre des séries éliminatoires du hockey et l'ouverture des terrasses, la question de la propreté de la métropole revient constamment dans les manchettes. À la fonte des neiges, les déchets ensevelis depuis des mois se retrouvent à découvert et parsèment les trottoirs. Pourtant, la ville ne ménage pas ses efforts afin d'améliorer la propreté. Mais comment expliquer le constat général des Montréalais qui considèrent leur ville comme étant malpropre?
La pollution, le trafic et les graffitis sont des réalités imprégnées dans la faune urbaine de la plupart des grandes villes du monde. Montréal n'y échappe pas. Cependant, la ville souffre réellement d'un problème de propreté. Qui est responsable de l'état délabré de la métropole?

Une promesse respectée

Lors de la campagne électorale 2005, le maire réélu Gérald Tremblay s'est engagé à faire de la propreté un des aspects les plus importants afin de redorer le blason de la métropole. Depuis 2006, la Ville de Montréal a investi des sommes considérables afin de garder les rues de la métropole propres. La Ville a ajouté 10 millions de dollars aux 56 millions déjà accordés à la propreté des lieux publics.
Baptisée Opération Montréal, cette campagne s'inscrit dans le mandat du comité exécutif de se doter d'un programme de propreté. Dans un premier temps, la ville tente de changer le comportement des citoyens. Elle vise ensuite à améliorer la prestation des services pour les collectes des déchets et des matières recyclables. Finalement, elle se dotera d'un code d'inspection et de la réglementation. La ville s'offre le droit d'être un peu plus répressive quant à la propreté des lieux publics.
C'est par le biais d'une brigade de la propreté parcourant les artères principales de la métropole que Montréal cherche à sensibiliser ses citoyens. Cette brigade est composée d'une équipe de 200 employés qui arpentent des secteurs stratégiques, tels que le Quartier latin, le Vieux-Montréal ou la rue Ste-Catherine. Ces fonctionnaires sont très visibles puisqu'ils portent l'uniforme. Soixante-dix étudiants viennent compléter l'équipe de la fin mai à la rentrée des classes.
Le directeur de l'unité de propreté de la ville de Montréal, Yves Girard est en charge du déneigement ainsi que des corvées. Selon lui, la propreté à Montréal concerne tous les citoyens, les commerçants ainsi que les élus municipaux. «La ville a un devoir en terme d'entretien des voies et espaces publics. Mais les citoyens doivent aussi y collaborer», ajoute-t-il. Malgré tous ces efforts et ces sommes considérables investis, il semble que les résultats ont du mal à se faire voir. Que faut-il blâmer pour cela ?

À qui la faute ?

Pour Jean-François Léonard, la réponse est claire. «La faute est aux citoyens qui sont malpropres!» Ce professeur en sciences politiques à l'UQÀM et spécialiste en politique municipale ne lésine pas ces mots à l'endroit des Montréalais et de l'état de leur ville. Montréalais et fier de l'être, il constate que plusieurs de ses concitoyens laissent ça et là des bouteilles d'eau, des sacs de plastiques provenant des épiceries et autres déchets dans les quatre coins de la ville. Il déplore ces gestes qui nuisent fortement à la propreté de la ville. «Les matériels résiduels ne viennent pas du ciel : Ils sont jetés par terre par des consommateurs de biens et de services, surtout de biens», lance-t-il. Il souligne toutefois que Montréal n'est pas la ville la plus sale du monde.

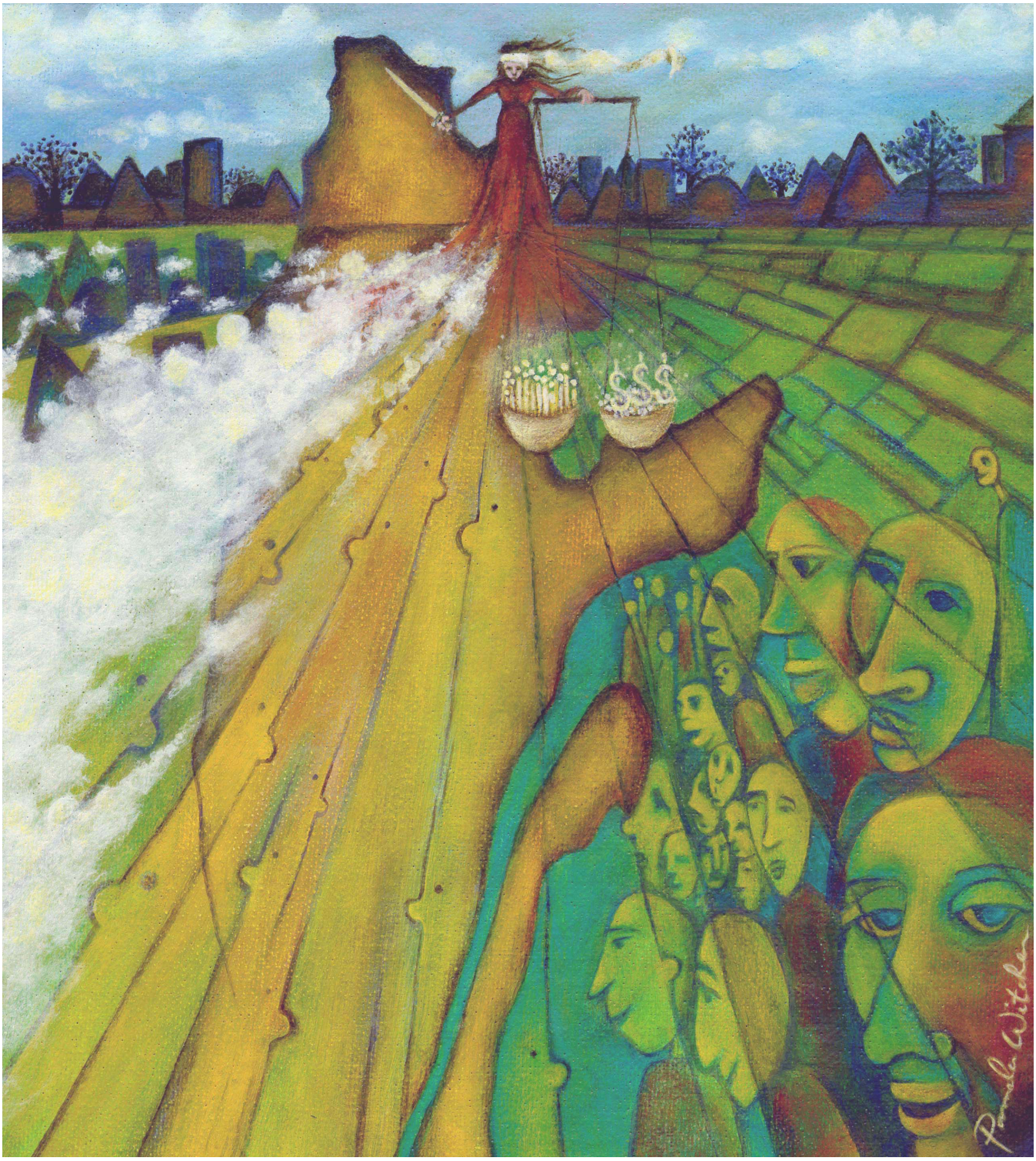
Montréal VS Québec

La ville de Québec jouit d'une meilleure réputation quant à sa propreté. Selon une étude réalisée par Statistiques Canada en 2008, 17% des citoyens montréalais estiment que les ordures à la traîne, les bâtiments abandonnés, les graffitis ou la détérioration des biens publics représentent un problème dans leur quartier. À Québec, 8% de la population dénoncent ces nuisances.
Yves Girard attribue cette différence entre la métropole et la capitale nationale à plusieurs facteurs. D'abord, il constate que Québec est une ville à caractère fortement touristique. De plus, il ne néglige pas l'impact laissé par les célébrations du 400e. Québec a reçu d'importantes sommes afin de se faire une cure de rajeunissement. «À Québec, ça a pris six ans de travail pour parvenir à ce résultat», souligne-t-il. Il reconnaît aussi que Montréal conjugue avec des problèmes plus gros que ceux de Québec : itinérances, densités urbaines, grand évènements et rassemblement et ce, tout au long de l'année. Jean-François Léonard, quant à lui, refuse de comparer Montréal à Québec. «Les villes industrielles, comme Montréal, ont eu une trame urbaine différente et particulière», explique-t-il. La densité des arrondissements tels que Ville-Marie ou le Plateau ne se comparent en rien à celle des arrondissements de Québec.

ABC d'une ville plus propre

Malgré ces constats peu reluisants, la ville met de grands efforts afin de conscientiser les citoyens dans le rôle qu'ils ont à jouer. Plusieurs journées de corvées de nettoyage sont organisées dans les différents arrondissements de la métropole. Certaines se font dans des parcs ou près des berges afin d'y redonner l'accès à la population. Yves Girard confirme le tout : «Après quatre années d'efforts additionnels, on constate qu'à tous les jours, de plus en plus de citoyens sont conscients que la propreté est une responsabilité partagée entre le citoyen et la ville.»
Pour le politicologue Jean-François Léonard, il y a encore beaucoup de travail à faire. Il impute cela à une question d'habitudes culturelles. Il dénonce fortement certains comportements qu'il qualifie de Far-West où certains citoyens prennent les ressources pour acquis et s'amusent à abuser des services. «Il est impossible d'encadrer ou de «policer» ces comportements. Il faut un équilibre.» Pour lui, il est clair que chaque geste compte. Il relate que des actions tangibles doivent être prises par nos élus. C'est notamment le cas de la Ville de Thetford Mines qui, en 2006, a fait approuver un plan de gestion durable de l'eau afin de réduire l'usage abusif lors d'activités non essentielles.

Illustration : Yulia Manyakina | infographisme@lorgane.org



Des puristes de la langue… des signes

Débats identitaires chez les sourds québécois

Julien Faille-Lefrançois
redaction@lorgane.org

Peinture de Pamela Witcher, artiste de la communauté sourde de Montréal

Les sourds québécois se regroupent pour faire entendre leurs voix et améliorer leur condition. Cependant, plutôt que d'avancer en concert dans la même direction, ces sourds sont divisés en deux groupes distincts, selon des courants de pensée opposés. D'un côté, certains prônent une reconnaissance de leur déficience et souhaitent une meilleure intégration à la société. De l'autre, on soutient être différent, et on n'hésite pas à se dissocier de la masse pour clamer fièrement son identité.

Contrairement à la pensée populaire, les sourds ne partagent pas une langue universelle des signes. Au Québec, cinq moyens de communication distincts sont utilisés. La directrice générale du Centre de déficience auditive du Québec, Monique Therrien, explique que les sourds peuvent d'abord être catégorisés en deux groupes : les oralistes, qui s'expriment par la parole et qui savent lire sur les lèvres, et les gestuels, qui communiquent grâce à une langue des signes.

La langue des signes québécoise (LSQ) fait de plus en plus la norme parmi les sourds gestuels. Plus qu'un simple moyen de communication, la LSQ soulève les passions chez la communauté sourde, parmi laquelle plusieurs individus politisés défendent fièrement la «cause gestuelle» et se battent même pour une reconnaissance linguistique.

Les sourds gestuels forment le groupe qui éprouve davantage de difficultés à l'école et sur le marché du travail. Leurs problèmes pourraient être en partie la faute du service d'interprétariat québécois, considéré comme étant sous-financé, mal réglementé et désorganisé. Les jeunes sourds peinent particulièrement dans leur apprentissage du français en raison du manque de familiarité avec la langue. Leur langue maternelle, celle des signes, a une structure et des règles qui lui sont propres. «La LSQ, c'est complètement à part du français», explique la technicienne interprète en milieu scolaire, Marianne St-Pierre.

Afin de remédier à ces difficultés, les sourds oralistes optent davantage pour le langage parlé complété (LPC), un moyen de communication entièrement basé sur le français conventionnel. «La LPC n'est pas une langue», précise St-Pierre. C'est plutôt un système de codes visuels facilitant la lecture des lèvres. Autrement dit, «c'est du français. Tu colles les sons du français.» Les cas de surdité les plus sévères sont plus enclins à utiliser la langue des signes, mais il n'est pas impossible pour eux de devenir oralistes. Un sourd de naissance peut apprendre à parler, «mais c'est souvent long et ardu», avertit Monique Therrien.

Une langue, une culture, donc une communauté

«Les sourds ont une façon différente de voir le monde parce qu'ils le voient à l'aide de leurs yeux. […] donc leur humour est différent, leur théâtre est différent, leur peinture est différente.» Et même leur musique. Étonnamment, les sourds sont de grands amateurs de tam-tams. Ils en jouent et aiment danser sur leur rythme qu'ils reconnaîtront aux vibrations qu'ils perçoivent. Les sourds se démarquent donc non seulement par leur langue, mais aussi par leur culture, bien distincte de celle des entendants. De leur différence vient leur désir de se rassembler et de former une communauté.

Même au sein de leur propre famille, souligne Therrien, un sourd peut souffrir d'isolement. Elle donne l'exemple des réunions familiales pour la fête de Noël, où les sourds gestuels peuvent être mal à l'aise. «Tout le monde lui dit : "Bonjour, comment ça va?" Puis, après ça , ils ne savent plus quoi dire, ils ne savent plus comment le dire. Ça s'arrête là. Alors, les sourds, plutôt que d'aller à Noël en famille, aiment bien mieux aller au Centre des loisirs. Là, ils ont du fun. Ils jasent, ils rencontrent des amis».

Ce sont «deux mondes différents». Pour cette raison, les projets qui permettent aux sourds de se regrouper et de communiquer sans entrave reçoivent souvent un accueil favorable des sourds gestuels, comme la création d'écoles et d'immeubles à logement destinés aux sourds. Mais encore là, deux visions s'opposent. «Certains appellent cette vision un ghetto, d'autres une communauté.»

Des technologies pour mieux entendre… En veut-on?

Pour réussir à mieux s'intégrer, certains sourds se tournent vers la technologie des appareils auditifs, une solution qui comble tant bien que mal leurs attentes. Une nouvelle option paraît un peu plus prometteuse et digne de science-fiction. Il est maintenant possible pour les sourds d'avoir recours à l'implantation de leur cochlée afin de leur permettre de mieux entendre. «L'implant cochléaire, c'est une prothèse auditive haute-gamme», résume Therrien. «Dans l'oreille, on va mettre des petits fils dans la cochlée.»

Malgré l'aide qu'il apporte, l'implant cochléaire n'est pas une solution acclamée par l'unanimité. «La communauté sourde refuse l'implant cochléaire parce que, comme ils ne sont pas handicapés, ça, c'est de dénaturer et d'attaquer l'intégrité de la personne».

La question de l'implant est si brûlante chez les sourds, que Therrien se souvient avoir déjà vu un homme sourd gestuel s'être fait rejeté par la communauté sourde en raison de son implant. «Se faire implanter, c'est souvent perçu comme renier son identité de sourd».

Par ailleurs, les promesses de l'implant cochléaire font quelques déçus selon Marianne St-Pierre. Parmi ceux qui l'ont essayé, l'opinion est partagée, «Il y en a qui voient ça comme un miracle. Pour d'autres, ça peut ne pas fonctionner du tout. […] Toutes les personnes implantées que je connais ont encore besoin d'un interprète.», poursuit la technicienne.

Opter pour un compromis

Entre s'intégrer à la société et former une communauté, entre les oralistes et les gestuels, le positionnement dans un camp ou dans l'autre reste une chose difficile à faire pour une personne sourde. «Qu'est-ce qui est mieux? Qu'est-ce qui n'est pas mieux? Ça dépend de tes capacités. Ça dépend de ton intérêt. Ça dépend de tes parents. […] Ça dépend de plein de trucs.»

Pour l'instant, la solution à cette impasse qui bénéficie du plus grand appui est l'enseignement bilingue et biculturel aux futures générations de sourds. Les prochaines générations pourront acquérir un français de qualité tout en gardant la LSQ comme moyen d'expression. Elles pourront aussi développer leur culture, mais devront à la fois continuer à côtoyer celle des entendants. Un projet de grande envergure qui reste encore à concrétiser.

Pour un Commissaire à la propreté des mœurs politiques

Ce serait faire preuve de cécité que d'éviter le sujet de la propreté des mœurs politiques québécoises. Désembuons le tout en faisant appel à la bonne vieille revue de presse.

Olivier Vinet-Gasse
oliviervinetgasse@hotmail.com

«À l'Assemblée nationale, on a tergiversé afin d'accorder le pouvoir du chien de garde de l'éthique jusqu'au jeudi 30 avril, date où le gouvernement Charest a promis un commissaire à l'éthique avant la fin juin. »

L'entrée de courbe

Les médias ont déjà exposé en long et en large les tenants et aboutissants des causes de la frénésie entourant la nomination d'un commissaire à l'éthique. Que ce soit par de simples interrogations comme dans le cas de l'administration municipale montréalaise dans le dossier de l'attribution du contrat des compteurs d'eau ou à la Société d'Habitation et de Développement de Montréal (SHDM). Ou encore le cas de Philippe Couillard et de la firme qui l'a embauché, à la fin de sa carrière de ministre de la Santé du Québec.

Faut-il préciser que monsieur Couillard a été blanchi par le commissaire au lobbyisme dans cette affaire? A-t-il transgressé des règles éthiques? Nul ne le sait, faute de chien de garde de l'éthique. Ça augurait bien pour les tenants de la nomination d'un commissaire à l'éthique, car le gouvernement libéral de Jean Charest s'apprêtait à réformer le Parlement québécois. Le Premier ministre les a pris de cours en nominant un commissaire à l'éthique qui n'a pas été enchâssé dans la réforme parlementaire qui aura lieu. Fin avril, une conclusion à toute cette affaire s'est profilée à l'horizon: la nomination d'un commissaire à l'éthique.

Mercredi 22 avril : Sous la plume de Tommy Chouinard, du journal La Presse (p.A9), on peut apprendre que la seule et unique réforme en profondeur du parlement québécois depuis 1984 aura lieu sans le commissaire à l'éthique. On y implantera un code de déontologie, mais on attendra vraisemblablement pour la nomination du commissaire le plus à la mode en ville. Selon le chroniqueur politique Gilbert Lavoie, le mandat d'un futur commissaire à l'éthique doit incomber au commissaire au lobbyisme, sauvant ainsi argent et énergie.

La courbe : Péquistes comme Libéraux, même combat.

Le gouvernement du Parti québécois avait promis de régler le problème de l'éthique au Québec en votant la loi la « plus avancée dans le monde » (chronique de Gilbert Lavoie mardi 28 avril 2009, p.13, LeDroit) en matière d'éthique et de lobbying. Seulement, c'était en février 2002. À l'élection de 2003, Jean Charest et le Parti libéral étaient également « prêts » à aller de l'avant avec la nomination d'un commissaire à l'éthique. Or, rien ne s'est produit depuis.

Récemment, le gouvernement Charest visait à protéger un ministre des conflit d'intérêts en autorisant un de ses ministre, Pierre Arcand, à posséder des parts dans une compagnie faisant affaire avec le gouvernement. Ce que le chroniqueur Vincent Marissal décrivait, ironiquement comme un sacré sens du timing. (jeudi 30 avril 2009, p.A10, La Presse) L'actuel ministre de la sécurité publique et leader parlementaire du gouvernement en chambre, Jacques Dupuis, résumait la situation, maniant le verbe avec éloquence, comme suit : «Il y a des cas particuliers qui requièrent qu'on regarde le cas particulier et qu'on puisse adapter les règles aux cas particuliers sans les abaisser».

Gérald Tremblay pour sa part, empêtré dans ce qui semble être un cercle vicieux de scandales

à la ville de Montréal, affirme, le 17 avril, souhaiter la nomination d'un commissaire à l'éthique pour les villes. Sous la plume de Jeanne Corriveau du Devoir (samedi 18 avril), on apprend que la ministre Nathalie Normandeau aime l'idée, proposée à l'origine par le chef de l'opposition officielle à Montréal, Benoît Labonté, qui se bat comme un diable dans l'eau bénite afin de remonter dans les sondages.

La sortie de courbe

L'ironie du sort, soulevée par Gilbert Lavoie, chroniqueur au Soleil, fait que le gouvernement Charest s'en remet au commissaire au lobbyisme afin de traiter du dossier de Philippe Couillard. Parallèlement, il propose la nomination d'un commissaire à l'éthique. Le mandat du futur commissaire/conseiller à l'éthique reste toujours flou. Le fouet de l'éthique aurait très bien pu s'activer à travers un code de déontologie ou encore via l'actuel commissaire au lobbyisme selon certains chroniqueurs.

À l'Assemblée nationale, on a tergiversé afin d'accorder le pouvoir du chien de garde de l'éthique jusqu'au jeudi 30 avril, date où le gouvernement Charest a promis un commissaire à l'éthique avant la fin juin.

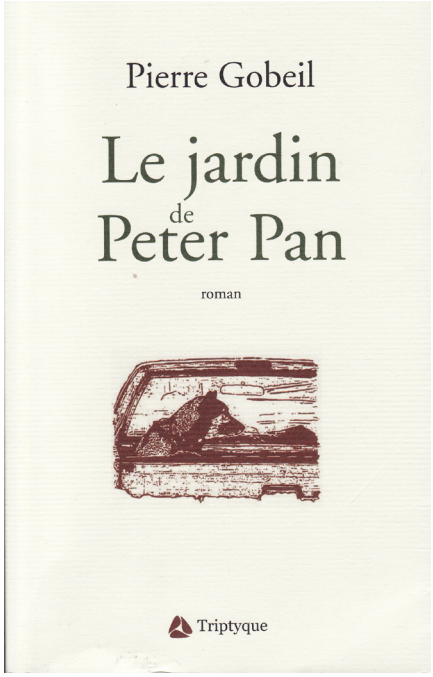
Le mandat du nouveau chien de garde de l'éthique s'imbriquera vraisemblablement dans le code de déontologie que l'Assemblée nationale du Québec vient de se doter. De quoi il en sera composé dans la pratique comme dans la théorie, ce code de déontologie, reste la grande question. ●

Photo : Cynthia Jabre | photo@lorgane.org

Propreté en trois versions

Sophie Ginoux
sophie@lagodasse.net

« Trouvez-moi en quinze secondes trois lectures récentes liées de manière originale au thème de la propreté ! » Pari relevé avec trois nouveautés dans trois genres différents, mais dont les sujets se complètent à merveille : un coin de pays, la politique et le développement durable.



Le jardin de Peter Pan, Pierre Gobeil
Éditions Triptyque, hiver 2009
104 pages, 17 $

Ah, les Îles-de-la-Madeleine… Elles ne font pas en ce moment les plus beaux titres en raison de la polémique de la chasse aux phoques dont une partie de ses habitants défend âprement la poursuite, mais elles demeurent pour beaucoup de Québécois un de ces rares coins de pays encore sauvages, indomptés et, quelque part, mystiques. C'est ce que communique parfaitement Pierre Gobeil dans ce récit qui met en parallèle Liam, jeune père de famille un peu perdu dans ses nouvelles responsabilités et venu se chercher dans cette île qu'il adore, et l'île elle-même, qui participe tout autant que ses habitants à la fascination qu'on lui voue. Même si comme Liam les choses changent ici comme ailleurs, les forts vents, les embruns, la lumière, jusqu'à la notion du temps sont immuables. Et les pages de ce roman défilent comme une longue ode presque poétique à la vie qui passe, mais aussi à ce qui reste. Une belle lecture.

Donat Toutlmonde, bête politique, de Malouin
Éditions Glénat Québec, mars 2009
48 pages, 19,95 $

Alors que ce genre fait depuis longtemps fureur de l'autre côté de l'Atlantique, la bande dessinée politique satirique n'est, en dehors de certains fanzines, presque inexistante au Québec. Pourquoi ? Nos politiciens sont-ils plus propres ou plus mornes qu'ailleurs ? Pas du tout, puisque chaque semaine réserve du côté de l'Assemblée nationale son lot de surprises. Alors, il était plus que temps de s'exprimer sur le sujet, ce qu'a magistralement fait Malouin, un bédéiste de la ville de Québec dont vous avez pu depuis longtemps voir les caricatures dans certains grands quotidiens québécois. Il nous fait pénétrer dans l'entre de la colline parlementaire par la petite porte avec les yeux neufs d'un nouveau député, Donat Toutlmonde, qui cultive plusieurs particularités : celle de représenter un nouveau comté inexistant jusqu'alors, Sainte-Poutine ; celle d'être indépendant de toute formation politique ; et celle de ne pas avoir sa langue dans sa poche. Armé de bonne volonté et d'une vision assez syndicaliste de son milieu, il nous fait revivre de manière assez drôle les événements qui ont marqué l'actualité politique en 2009, de la présentation du budget scabreux de l'ancienne ministre des finances à l'aventure du crucifix dans la salle de l'assemblée pendant le débat sur les accommodements raisonnables. Plus beaucoup d'autres petites scénettes très rigolotes en deux pages. Comme quoi on peut aussi rire des frasques de nos chers politiciens.

Contes verts pour une planète bleue, collectif
Éditions Michel Brûlé, paru le 11 mai 2009
120 pages, 14,95 $

L'environnement et sa préservation sont au centre de beaucoup de discussions en ce moment, aussi après les essais dénonçant la pollution et le réchauffement climatique, ainsi que les romans écologistes, voici des contes verts. Nés de la volonté de trouver une nouvelle voix pour sensibiliser les gens au développement durable, ils ont été présentés parmi d'autres au sein du premier Festival du conte environnemental, du 11 au 14 mai 2009. Dans ce charmant petit livre de format carré et imprimé sur du papier recyclé, on retrouve dix charmantes histoires contées par autant de figures. Inventifs, émouvants ou drôles, dans un style toujours différent et déroutant, ces dix petits récits rendent un très bel hommage à la nature et à ce qu'elle a de créateur dans notre vie. À découvrir.